



Conseil économique  
et social

Distr.  
LIMITÉE

E/ICEF/1996/P/L.44  
29 janvier 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
Conseil d'administration  
Deuxième session ordinaire de 1996  
9-12 avril 1996  
Point 3 a) i) de l'ordre du jour provisoire\*

POUR SUITE A DONNER

RECOMMANDATION CONCERNANT LE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE PAYS APPROUVE  
PAR DES RESSOURCES GENERALES SUPPLEMENTAIRES\*\*

Zambie

RESUME

Le présent document contient une recommandation concernant le financement du programme de pays approuvé pour la Zambie pour lequel le solde de la masse commune des ressources approuvée ne suffit pas à financer le programme pour la période approuvée. Le Directeur général recommande au Conseil d'administration d'approuver un montant supplémentaire de 840 500 dollars de la masse commune des ressources pour 1996 pour atteindre les objectifs du programme tel qu'il avait été initialement approuvé par le Conseil.

\* E/ICEF/1996/9.

\*\* Afin de respecter des délais de publication de la documentation, le présent document a été établi avant que les données financières globales définitives n'aient été obtenues. Les derniers ajustements tenant compte du solde non utilisé des ressources du programme de coopération à la fin de 1995 figureront dans le "Résumé des recommandations de 1996 concernant les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires" (E/ICEF/1996/P/L.43 et Add.1).

1. Le programme de pays en cours pour la Zambie portant sur la période 1994-1996 a été approuvé par le Conseil d'administration en mai 1994 avec un prélèvement de 3,4 millions de dollars à prélever sur la masse commune des ressources (E/ICEF/1994/P/L.19). Les indicateurs sur lesquels est fondée l'affectation des niveaux de planification de la masse commune des ressources ont été examinés à la fin de 1994 et le plafond pour la Zambie a été relevé pour 1995 et 1996. En conséquence, le solde de la masse commune des ressources approuvées ne suffit pas à assurer le financement pour 1996. En conséquence, le Conseil d'administration est prié d'approuver un montant supplémentaire de 840 500 dollars pour couvrir le niveau approuvé de la masse commune des ressources. Ces fonds seront utilisés en premier lieu pour renforcer les éléments de programme suivants : promotion; communications; suivi de la survie et du développement de l'enfant (SDE); alimentation en eau et assainissement.

#### COOPERATION RECOMMANDEE AU PROGRAMME, 1996

2. Les objectifs généraux du programme de pays pour 1994-1996 sont les suivants : a) réduction de la mortalité infantile et amélioration de la santé de l'enfant; b) réduction de la mortalité maternelle et amélioration de la santé des femmes; c) mise au point de méthodes efficaces pour réduire la pauvreté et la malnutrition, avec la participation des pauvres; d) renforcement de la gestion des services décentralisés à l'échelon du district et de la gestion fondée sur la communauté; et e) réduction de l'analphabétisme et élargissement de l'accès à l'éducation de base et aux possibilités d'études pour les enfants d'âge scolaire primaire, les adolescents et les femmes.

3. Pour atteindre ces objectifs, trois stratégies complémentaires sont appliquées. Premièrement, des initiatives sont prises pour promouvoir la compréhension et le soutien à la Convention relative aux droits de l'enfant et au programme national d'action, de manière à donner une place centrale aux enfants et aux femmes dans le programme de réforme et de développement de la Zambie. Deuxièmement, des initiatives sont prises pour améliorer la qualité et la quantité des services sociaux essentiels, particulièrement en ce qui concerne la santé des femmes et des enfants et les services de nutrition, l'éducation primaire et les compétences pratiques, l'eau et l'assainissement, et des réseaux de sécurité sociale pour assurer une aide en temps opportun aux familles en détresse. La troisième stratégie consiste à renforcer les capacités de la communauté et des familles à protéger et à soigner leurs enfants. Les stratégies sont mises en oeuvre au moyen de cinq programmes : soins de santé primaires (SSP) et nutrition; éducation de base; planification; statistiques sociales et appui au programme; eau, alimentation et éducation sanitaire; et SDE fondée sur la communauté. Les ressources générales supplémentaires seront utilisées pour renforcer la promotion, les communications et la mobilisation sociale dans le programme du pays tout entier.

#### Soins de santé primaires et nutrition

4. Le programme de soins de santé primaires reprend la stratégie de l'Initiative de Bamako et vise à réduire la mortalité et la morbidité des enfants et des femmes par des interventions à l'échelle du pays tout entier, intégrées à l'échelon des districts et des centres de santé. Au niveau de la communauté, l'aide de l'UNICEF renforcera les prestations de service de SSP; au plan institutionnel, l'objectif essentiel est d'accroître la capacité des ressources humaines et des organisations à appuyer les SSP; et, au plan national, une aide sera apportée aux pouvoirs publics dans l'élaboration des politiques qui soient le mieux adaptées aux besoins sanitaires de la Zambie et à ses problèmes de développement.

5. Le programme relatif à la santé maternelle et à la maternité sans risque a pour objectif de réduire la mortalité et la morbidité maternelles en améliorant la portée et la qualité des soins, l'accent étant mis sur les personnes et les groupes à haut risque. La formation du personnel et la fourniture de matériel et d'équipement de diagnostic permettront d'améliorer la qualité des soins prénatals et postnatals. La stratégie de prévention et de traitement de la syphilis sera élargie; la formation d'accoucheuses traditionnelles (AT) sera poursuivie et des activités d'éducation et de mobilisation souligneront l'importance de la santé des femmes, de soins adéquats au cours de la grossesse et une attention sera apportée aux grossesses à haut risque et à l'alimentation au sein. Les adolescentes constitueront un groupe cible spécifique.

6. L'objectif de l'immunisation universelle des enfants (IUE) est de réduire les taux de mortalité et de morbidité essentiellement en maintenant la portée quantitative et en améliorant la qualité des services de vaccination. L'accent sera mis sur des stratégies d'élimination du tétanos néonatal et sur l'éradication de la poliomyélite d'ici à l'an 2000. Les activités d'IUE se concentreront sur l'amélioration des services de vaccination par une formation intégrée de SSP/UIE; le renforcement des réseaux de chaîne du froid et la fourniture et l'entretien de matériel et de moyens de transport; ainsi que la formation de cadres à l'échelon du district et du centre de santé. Les activités d'évaluation, les enquêtes périodiques et la recherche opérationnelle seront entreprises pour compléter la collecte régulière des données.

7. Le programme relatif à la lutte contre les maladies diarrhéiques (LMD) a pour objectif de réduire la mortalité, la morbidité et la malnutrition imputables à ces maladies. Le programme comprend une formation intégrée; le contrôle et le suivi des activités de SSP/LMD pour renforcer le fonctionnement des antennes de thérapie de réhydratation par voie orale dans toutes les installations de santé. La formation portera essentiellement sur les cadres, le personnel des centres sanitaires et autres. L'éducation et la mobilisation de la communauté seront renforcées et élargies pour comprendre d'autres éléments de SSP.

/...

8. L'objectif du programme relatif à la nutrition est de réduire la mortalité et la morbidité infantiles et de favoriser la croissance par la détection précoce et l'élimination des carences sur ce plan, ainsi que la détection précoce et la réadaptation des sujets qui souffrent de malnutrition. Une approche intégrée des SSP en matière de santé infantile est le moyen retenu pour obtenir une diminution de la malnutrition. La formation du personnel des centres de santé, des AT et des agents sanitaires de la communauté permettra d'assurer la surveillance et la promotion de la croissance, comme aussi l'éducation nutritionnelle, particulièrement au niveau des communautés. Les carences en vitamine A et en iode seront inscrites dans les stratégies nationales de développement et dans l'appui à l'exécution de ces stratégies.

9. Un projet sur l'élargissement des SSP au niveau du district dans certains districts a été élargi afin de soutenir le processus national de réforme sanitaire. Les activités comportent l'appui à la décentralisation de la planification, l'établissement des budgets, de la gestion et des opérations au niveau du district, la mise au point et la distribution d'une enveloppe sur les soins de santé essentiels; l'identification et l'élaboration de stratégies appropriées de financement des soins de santé; l'encouragement aux liens et au partenariat avec les communautés dans la promotion et la gestion de la santé communautaire; et l'élaboration des moyens permettant de suivre et de renforcer le contrôle de la prestation de services en insistant sur l'assurance de la qualité.

10. Les stratégies de prévention et de lutte en ce qui concerne le VIH/SIDA seront également renforcées. En coopération avec un réseau de plus en plus étendu d'organisations non gouvernementales (ONG), d'organisations confessionnelles et de groupes communautaires, l'UNICEF soutiendra des programmes faisant appel à la communauté pour s'occuper du nombre de plus en plus grand d'orphelins victimes du SIDA et de familles en détresse ainsi que les services de consultations du VIH/SIDA. L'accent sera principalement mis cependant sur la prévention. A cet effet, l'UNICEF travaillera avec le gouvernement et le réseau des ONG pour les enfants dans le besoin afin de mettre au point des stratégies d'éducation communautaire en matière de prévention, les programmes de formation à la survie et autres méthodes pour communiquer avec les jeunes en vue de promouvoir des modes de vie plus sains grâce à des groupes de jeunes, des centres d'accueil, des centres de consultations et des clubs, entre autres. Les groupes cibles prioritaires sont les enfants qui ont quitté l'école, les enfants des rues et les prostitués. Il faudra également faire des efforts importants pour s'occuper des orphelins. Un montant de 137 500 dollars sera affecté à ces activités.

#### Education de base

11. Les objectifs du plan national d'action sont les suivants : a) un accès universel au cycle complet d'éducation primaire d'ici à l'an 2000; b) la réduction du taux d'analphabétisme de 25 % en 1990 à 12 % en l'an 2000, avec un taux d'analphabétisme féminin qui ne soit pas supérieur au taux

d'analphabétisme masculin; c) la mise en place de services de soins précoces à l'enfance et d'éducation fondés sur la communauté. Dans ce cadre, les objectifs de la coopération de l'UNICEF sont les suivants : a) augmentation du taux d'achèvement des études primaires en 1996 jusqu'à 95 % du nombre des élèves entrant en première année en 1992; b) atteinte ou dépassement par tous les enfants âgés de 10 ans du niveau de connaissances de la quatrième année en 1996; c) réduction du taux d'analphabétisme des adultes de 25 % en 1990 à 20 % en 1996; et d) réduction de l'analphabétisme des femmes de 33 % en 1990 à 22 % en 1996.

12. L'élément du programme consacré à l'apprentissage concerne l'éducation institutionnelle et est essentiellement axé sur l'élaboration et la production de documents pédagogiques, la mise en place de capacité, l'adaptation des programmes d'étude et la mise au point de techniques d'évaluation de l'enseignement primaire. L'appui à la production de matériel pédagogique comporte la publication d'un magazine sur l'Education pour tous (EPT); de lecteurs supplémentaires en anglais et en langues locales pour les élèves de la première à la quatrième année; ainsi que des manuels et des livres du maître. La mise en place de capacité comporte une formation en cours d'emploi d'enseignants aux méthodes pédagogiques et à l'éducation sanitaire, et la formation de personnel et de maîtres, aux niveaux de la province et du district, à la planification et à la gestion en vue d'atteindre l'Education pour tous. Des mesures novatrices rentables seront mises au point pour faire face à une pénurie de ressources, comme aussi l'intensification de l'approche d'enfant à enfant, l'enseignement par des instituteurs chargés de plusieurs classes, un emploi du temps plus rigoureux et une amélioration des liens entre l'école et la communauté. Les liens intersectoriels et une plus étroite participation avec les églises et les ONG seront renforcés. Le programme appuiera également la prestation de services éducationnels par le développement de politiques d'EPT ainsi que d'activités novatrices intéressant plus particulièrement les pauvres, les femmes et les filles. Une attention particulière sera donnée à la promotion de la sensibilisation au VIH/SIDA chez les jeunes enfants et les jeunes dans tout le système d'enseignement.

13. L'élément de programme consacré aux possibilités d'apprentissage, en particulier pour les femmes et les jeunes filles, répondra à la demande de la communauté en ce qui concerne l'alphabétisation fonctionnelle et l'apport de compétences pratiques qui correspondent aux besoins des femmes, des enfants ayant quitté l'école et des adolescents. Les possibilités d'apprentissage postalphabetisation et non institutionnel seront développées. Les contacts avec les ONG, les églises et autres groupes seront étendus pour fournir ces services. Le programme soutiendra également les soins à la première enfance faisant appel à la communauté et à la famille, ainsi que l'éducation et le développement. Savoir pour vivre sera utilisé pour la préparation de matériel pédagogique. Un montant de 140 000 dollars sera affecté à ces activités.

### Planification et statistiques sociales

14. Le programme relatif à la planification et aux statistiques sociales a les objectifs suivants : a) renforcer les capacités de mesure de l'incidence des politiques et programmes sur le bien-être et la vulnérabilité des ménages pauvres; b) mesurer et surveiller les indicateurs sociaux et, particulièrement en ce qui concerne les progrès réalisés dans la poursuite des objectifs intéressant les femmes et les enfants; c) élaborer des politiques et des programmes qui répondent effectivement aux besoins et aux droits des femmes et des enfants; et d) aider à la gestion, au suivi et à l'évaluation du programme de coopération. Des fonds supplémentaires seront utilisés pour renforcer le système d'information sur l'alimentation, la santé et la nutrition. En particulier, des moyens techniques et de formation seront fournis pour améliorer la capacité du système d'information à contrôler, analyser et exposer l'état nutritionnel et sanitaire, la sécurité alimentaire des jeunes enfants et les soins dont ils font l'objet; renforcer les capacités au niveau des districts, contrôler le bien-être de la communauté, de la famille et de l'enfant et élaborer des plans de développement de district qui correspondent à ces situations. Un montant de 200 000 dollars sera affecté à ces activités.

### Approvisionnement en eau, assainissement et éducation sanitaire

15. Ce programme vise à contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité dues aux maladies provenant d'une alimentation en eau et d'un assainissement inadéquats et de pratiques hygiéniques médiocres; et à réduire le temps et l'énergie dépensés, en particulier par les femmes et les jeunes filles, pour aller chercher de l'eau. Le programme augmentera l'accès à l'eau potable par la promotion de la responsabilité communautaire et des capacités de gérer, d'entretenir et de faire fonctionner des systèmes d'adduction d'eau; améliorera l'assainissement et les pratiques sanitaires au niveau des ménages en fournissant des directives mieux adaptées et plus pratiques sur des stratégies efficaces d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation sanitaire et favorisera l'accès à l'eau salubre et à l'assainissement par le soutien de projets faisant appel à la communauté pour environ 200 000 personnes (40 000 familles). Des fonds supplémentaires seront utilisés pour orienter l'administration publique et les ONG vers des stratégies nationales d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation sanitaire; former des comités de district et de village pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'éducation sanitaire et des responsables communautaires de points d'eau dans la province du Sud; fournir une assistance technique et un appui matériel aux ONG qui mènent des activités d'assainissement et d'éducation sanitaire dans des communautés rurales; et développer les éléments assainissement et éducation sanitaire dans le programme "Les enfants parlent aux enfants". Un montant de 350 000 dollars sera affecté à ces activités.

Survie et développement de l'enfant fondés sur la communauté

16. Ce programme donnera aux communautés les compétences nécessaires pour améliorer la situation socio-économique des femmes et le bien-être des enfants par le développement de la participation. Le programme vise à promouvoir les capacités des ménages et de la communauté à veiller à la santé de l'enfant par des actions de promotion des revenus et de la sécurité alimentaire des ménages; à améliorer l'accès aux services sanitaires et l'utilisation de ces services; à promouvoir des stratégies efficaces d'appui à la nutrition; à appuyer l'enseignement primaire en insistant sur le maintien des filles à l'école; à améliorer l'accès à l'eau salubre et l'assainissement approprié; et à introduire des technologies appropriées épargnant la main-d'oeuvre, générant des revenus et formant des compétences. Une partie des fonds supplémentaires aidera à couvrir les coûts de formation pour rendre opérationnel le PNA dans la province de Luapula. Spécifiquement, des cours seront organisés pour orienter les politiciens et les dirigeants de communauté locaux dans le sens des objectifs du PNA pour les enfants et renforcer les capacités du Comité de coordination du développement du district pour assurer que les plans du district traitent directement des besoins prioritaires des enfants. Un montant de 13 000 dollars sera alloué à ces activités.

Besoins annuels en financement

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<u>Cycle du programme en cours</u>	<u>Financement de la masse commune des ressources approuvées<sup>a</sup></u>	<u>Financement supplémentaire proposé - 1996</u>
1994-1996	1 409,5	840,5

<sup>a</sup> Le montant indiqué ici comprend le solde actuel reporté du cycle de programme précédent.

-----